



Le développement au défi des territoires

Par Christel ALVERGNE

Christel ALVERGNE, enseignante-chercheuse à l'Université de Bordeaux III, est actuellement Directrice adjointe du Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest du FENU (Fonds d'équipement des Nations Unies), à Dakar. Son ouvrage, « Le défi des territoires », propose de remettre le territoire au centre des stratégies de développement, dans un contexte où les territoires africains se retrouvent tiraillés et peinent à ouvrir la voie vers une reconnaissance des dimensions territoriales du développement.

Résumé de l'ouvrage « Le défi des territoires », par Christel ALVERGNE

Depuis plusieurs décennies, le développement en Afrique se fait sans ses territoires. Qu'il s'agisse de la colonisation avec les espaces balkanisés qu'elle a produit ou des Indépendances qui ont débouché sur des Etats centralisés, la géographie n'a joué qu'un rôle secondaire dans l'élaboration des politiques publiques et l'aménagement du territoire a ignoré les dynamiques économiques et sociales propres au continent. Les politiques d'aménagement sont restées cantonnées au service de l'affirmation nationale de jeunes Etats, devenant même prétexte à de somptuaires dépenses pour édifier des « éléphants blancs ». En conséquence, la majorité des politiques d'aménagement du territoire n'ont pas été orientées vers ce qui devait en constituer le cœur : l'appui au développement de l'Afrique par la valorisation du formidable potentiel qu'offre son espace.

Mais aujourd'hui, la mondialisation provoque une recomposition inédite des dynamiques territoriales. Elle offre aussi l'opportunité de nouvelles formes de politiques et d'intervention plus respectueuses des réalités et des potentiels locaux.

Cet ouvrage propose de poser quelques jalons pour un renouveau des politiques d'aménagement du territoire. Il s'articule en cinq parties pour montrer comment le continent passe aujourd'hui d'une « géographie de l'espace » à une « géographie des territoires ». Partant des expériences passées qui ont relégué la géographie au second plan, il montre comment l'Afrique se trouve aujourd'hui, entre espace et territoire, face à de nouveaux défis qui constituent des interpellations fortes pour une réhabilitation des questions territoriales.

L'ouvrage repose sur cinq constats : (1) il montre d'abord comment la géographie a été ignorée par les politiques passées, (2) il identifie les signes d'un tournant majeur aujourd'hui en cours, (3) il cerne ensuite le contour des nouvelles politiques d'aménagement menées actuellement par les Etats de la sous-région ouest-africaine, (4) il identifie les nouveaux acteurs concernés et leur rôle, (5) il débat enfin les moyens d'intervention pour de possibles politiques d'aménagement destinées à construire le territoire à travers des infrastructures et des institutions.

1. La géographie malmenée

La dimension géographique a certes été prise en compte dans certaines politiques d'aménagement. Celles-ci ont bien cherché à modeler l'espace. Mais elles l'ont considéré comme une variable neutre, lisse et plate, sur laquelle pouvait se déployer un idéal politique et social. Les réalités de la géographie et ses dynamiques propres ont ainsi été ignorées pendant de nombreuses années. Plutôt que de canaliser l'existant, on a cherché à lui juxtaposer un modèle éloigné de l'espace vécu. Ainsi, l'aménagement s'est fait sans le territoire. Les premières politiques ont méconnu les comportements et les pratiques économiques et sociales du territoire, les cartes mentales des populations et leur manière d'habiter et de se déplacer. Les politiques étaient mises au service de l'affirmation nationale. Mais plusieurs indices laissent penser que tout peut changer désormais.

2. Le territoire retrouvé

La construction territoriale en cours jette de nouvelles bases de développement. L'Afrique est confrontée à un double phénomène de croissance démographique et de formation de villes « millionnaires ». Les crises successives, hier en Côte d'Ivoire, aujourd'hui au Mali déstabilisent l'organisation des pays ouest-africains qui dépendent de l'accès à la mer et aux ports. Ces trois défis, démographique, urbain et politique, placent la sous-région face à la formation de territoires. Le phénomène interpelle la géographie et le politique et appelle de nouvelles formes de politiques territoriales.

3. Le retour de l'aménagement du territoire

L'aménagement du territoire tient à nouveau une place importante dans les discours de nombreux chefs d'Etat et hommes politiques africains. De nouveaux credo sont mis en avant. Ils impliquent une autre perception des politiques territoriales dans plusieurs domaines : rôle des infrastructures, notion de collectif et d'espace public, prise en compte des nouvelles formes de peuplement et de mobilité. Mieux, le discours intègre aujourd'hui la dimension sous-régionale. Pourtant, les pratiques demeurent encore largement au niveau des Etats et la décentralisation n'a pas eu les effets escomptés.

Que signifie ce nouvel élan? S'agit-il véritablement d'un renouveau des objectifs et des méthodes ou juste d'une relance de pratiques antérieures et d'une « nostalgie » des Indépendances ?

4. Nouvelles échelles, nouveaux acteurs

La décentralisation et l'intégration régionale impliquent de nouvelles échelles pour faire face aux défis à relever. D'un côté, le processus de décentralisation appelle la définition de politiques de développement s'appuyant sur la valorisation des spécificités locales. De l'autre côté, l'intégration régionale revient au premier plan.

Ce processus porte en lui les germes d'une meilleure prise en compte des dimensions territoriales du développement et la reconnaissance de dynamiques qui transcendent les frontières. Ces deux dynamiques favorisent l'émergence de nouveaux acteurs à compétence territoriale. La mise en cohérence des niveaux national et local est indispensable à la perspective régionale.

5. Construire le territoire : équipements versus institutions ?

Le territoire ne peut pas se développer seulement grâce à des avantages de coûts comparatifs. Le développement appelle aujourd'hui la construction d'un territoire qui se différencie d'une géographie passive ou forcée. Révéler le potentiel de développement des territoires dépend de deux facteurs : (1) une armature institutionnelle qui permette d'accompagner les dynamiques émergentes, de construire des décisions publiques favorables à l'attractivité des entreprises et au bien être des populations. (2) une offre d'infrastructures permettant d'améliorer la compétitivité au niveau local. Institutions et infrastructures ne sont donc pas à opposer mais à renforcer mutuellement. L'existence d'institutions, à toutes les échelles permet de faciliter le développement économique et social. La décentralisation et l'intégration régionale impliquent de nouvelles échelles pour faire face aux défis à relever. D'un côté, le processus de décentralisation implique la définition de politiques de développement s'appuyant sur la valorisation des spécificités locales. De l'autre côté, l'intégration régionale revient au premier plan. Ce processus porte en lui les germes d'une meilleure prise en compte des dimensions territoriales du développement et la reconnaissance de dynamiques qui transcendent les frontières.

Le processus de transformation de l'espace en territoire est une mutation majeure qu'il est indispensable de prendre en compte pour comprendre le contexte de mise en place des politiques d'aménagement et leurs effets. Cet ouvrage cherche à montrer à travers une grille de lecture personnelle, quelles pourraient être les implications de cette nouvelle donne sur le développement. La densité est une évolution majeure qui oblige les sociétés à innover. Elle contribue au développement économique et social. En Asie, le « drame asiatique » de la démographie, qualifié ainsi par Myrdal dans les années 50 s'est transformé en succès. Les réformes agraires, la révolution verte, la valorisation des ressources humaines et la promotion de produits manufacturés ont apporté des réponses aux défis posés par la forte densité démographique. La faible densité de l'Afrique pourrait donc à elle seule expliquer son retard. Toutefois, la règle souffre d'exceptions (Haïti, le Bangladesh, le Rwanda) qui montrent que là n'est pas l'unique explication. L'absence de réforme, la nature dictatoriale des régimes, l'enclavement interviennent aussi. La pression démographique et urbaine que connaît l'Afrique aujourd'hui constitue un réel défi. Les conséquences de cette croissance démographique dépendront des réformes que les pays seront en mesure de mener. Et dans ce domaine, les politiques territoriales ont un rôle majeur à jouer.

Aujourd'hui, une nouvelle carte de l'Afrique se dessine et la capacité des Africains à se l'approprier sera déterminante des dynamiques qu'elle portera.

« Le défi des territoires », Christel ALVERGNE, Collection Les terrains du siècle, Karthala, 263 pages, 24 euros (chez Decitre.fr)

Convention de partenariat HPQ / Pas-de-Calais Habitat



Lors de la 42^e conférence du Réseau Habitat et Francophonie qui s'est tenue à Trois-Rivières en 2010, Habitations Populaires du Québec (HPQ) et Pas-de-Calais Habitat (France) ont signé une convention de partenariat. Différents échanges de ressources professionnelles ont eu lieu en 2011 et 2012 : plusieurs stagiaires de Pas-de-Calais Habitat se sont rendus à Trois-Rivières pour effectuer un stage aux HPQ et Ghislain AUBIN, Président Directeur général de l'organisme québécois, s'est rendu à Arras avec Yvan CORMEAU, professeur titulaire à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval à Québec.

En effet, l'un des axes de coopération a pour objectif de susciter l'intérêt des Universités françaises et québécoises pour travailler sur des projets précis dans le secteur communautaire. L'Université d'Artois à Arras et l'Université Laval à Québec travaillent conjointement via des rencontres régulières sur des concepts de développement social et communautaire. Une dimension abordée notamment au Québec est la gestion des résidences pour personnes âgées avec services, les conditions de succès par l'implication communautaire et de la collectivité dans la réalisation et la gestion de ces résidences. Des étudiants en doctorat de la France et du Québec pourraient éventuellement être associés à cette démarche. Par ailleurs, les deux partenaires se disent très ouverts à élargir leurs échanges d'expertise en y associant un organisme provenant d'un pays du sud.

Les brèves de RHF N 31 – août 2012

Responsable de la publication : Solveig RAKOTOMALALA

Gaëlle RAULIC, nouvelle recrue de RHF

Suite au départ de Solveig RAKOTOMALALA, le bureau de RHF a procédé à l'engagement d'une nouvelle chargée de mission, en la personne de Gaëlle RAULIC, qui prendra officiellement ses fonctions le 16 août prochain.

Titulaire d'un troisième cycle en psychologie Ressources humaines et formation ainsi que d'un Master 2 en Ingénierie et conseil en formation, Gaëlle RAULIC dispose d'une excellente connaissance de l'habitat social, de l'organisation de séminaires et de la dimension internationale.

Gaëlle a déjà eu l'occasion de rencontrer une partie des adhérents au cours de la 45^{ème} conférence de RHF qui s'est tenue à Liège, du 13 au 16 mai dernier et les premiers contacts furent très positifs.

SOUHAITONS LUI LA BIENVENUE !

Au revoir Solveig

Message du Président Mamadou Bocar SY, de Luc LAURENT, de Michel LACHAMBRE et des administrateurs de RHF :

Solveig nous adresse aujourd'hui les dernières brèves qu'elle a préparées avant de se résoudre à nous quitter.

A cette occasion, nous voudrions lui redire très chaleureusement tous nos remerciements pour son engagement à RHF pendant plus de onze ans.

En particulier nous lui souhaitons plein succès dans sa nouvelle vie professionnelle et musicale. Bon vent et bon chant !